

A l'appel de la LIGUE DE DÉFENSE NOIRE AFRICAINE (L.D.N.A)

M. | Mme Prénom : _____ Nom de famille : _____

Adresse : _____

Code Postal : _____ Ville : _____

Tél: _____

À **M. Bruno LE MAIRE**, ministre de l'Économie et des Finances
À **M. Gérald DARMANIN**, ministre de l'Action et des Comptes publics
Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie
Télédoc 151
139, rue de Bercy
75572 Paris Cedex 12

Objet : Demande de données statistiques concernant les DOM et l'Afrique Noire francophone

Suite aux problèmes soulevés ces derniers temps dans les Antilles–Guyane françaises concernant le manque d'infrastructures assurant les services publics (CHU/hôpitaux délabrés, bâtiments publics dégradés) et les inégalités territoriales (Accès à l'eau potable, chômage, etc.) et les tensions face au maintien du FCFA dans les pays d'Afrique Noire francophone, il a été porté à notre attention que la ligne de communication médiatique du gouvernement se concentrait essentiellement sur le coût de ses anciennes colonies pour la République française.

Nous voulons, en notre qualité de citoyens français ayant droit de regard sur les données publiques, et ce dans l'esprit de l'Open data initié par l'UE et l'ONU, et du Partenariat pour un Gouvernement Ouvert initié en 2016, rétablir l'équilibre de l'information. Nous en appelons à votre bienveillance et souhaitons avoir accès aux données statistiques détaillées des recettes (impôts, taxes) que l'Etat français perçoit pour tous les départements d'Outre-mer ; des recettes (impôts, taxes) que l'Etat français perçoit des multinationales françaises implantées en Afrique Noire francophone ; et de toutes les recettes découlant du maintien du FCFA dans la zone francophone de l'Afrique Noire.

Dans le cas où ces données ne seraient pas disponibles ou manquantes, nous vous enjoignons en vos qualités de Ministre de l'économie et des finances, et Ministre de l'Action et Comptes Publics à commander un rapport précis exposant ces données importantes pour rétablir l'équilibre informationnel notamment concernant la question du poids économiques des populations issus des anciennes colonies françaises, pour cesser de nourrir les élans afrophobes issus d'un défaut d'information, dans l'esprit du « vivre ensemble » et de l'effort de guérison impulsée par la résolution du Parlement européen du 26 Mars 2019 contre l'Afrophobie (*Résolution du Parlement européen du 26 mars 2019 sur les droits fondamentaux des personnes d'ascendance africaine en Europe* ([2018/2899\(RSP\)](#))).

Nous espérons que cette lettre aura un écho favorable auprès de vos services et que nos demandes ne resteront pas lettre morte.

En vous remerciant pour votre réponse exhaustive,
Veuillez agréer Messieurs les ministres l'expression de mes salutations distinguées,

Date : _____

Signature: